



En Irak, et notamment à Bagdad, les violences entre forces de l'ordre et manifestants ont déjà fait plusieurs centaines de morts. © REUTERS.

puis en juillet, la troisième tentative allait aboutir ce 12 décembre, lorsqu'une minorité d'Algériens – 40 % officiellement, sans doute moins encore – élisait au premier tour Abdelmajid Tebboune, un homme du sérail, sans parti ni charisme, qui a tout de même tenté, en 2017, alors au poste très éphémère de Premier ministre, de s'en prendre à la corruption, le sport national des élites qui grappillent ce qu'elles peuvent de la rente des hydrocarbures.

D'opulents biens mal acquis

La corruption ! Maladie chronique dans cette partie du monde comme souvent ailleurs, elle se trouve également à l'origine des révoltes tout aussi pacifiques que les Irakiens et les Libanais ont lancées en octobre dernier contre leurs autorités. Impéritie des élus, malhonnêteté des élites : quand la faillite sociale entraîne le plus grand nombre dans le dénuement sinon la misère, la vision de biens opulents mal acquis transforme parfois une indignation en révolte. L'Irak et le Liban en font l'expérience,

chacun avec ses particularités. Chez le premier, les chiffres officiels assurent que la richesse nationale, le pétrole, a rapporté aux caisses de l'État quelque 750 milliards de dollars depuis 2003 (fin du régime de Saddam Hussein). Sauf que plus de 400 de ces milliards ont disparu dans les poches des corrompus en tous genres, souvent mal localisés dans des circuits politiques décidément véreux. Et la clarté ne se fera pas demain : la répression des protestations entamées le 1^{er} octobre a déjà coûté la vie à 460 personnes, avec l'aval voire l'aide d'un voisin iranien complice des autorités irakiennes où dominent les chiites.

Au pays du Cèdre, la population libère une légitime colère pour des motifs d'une étrange similitude, *mutatis mutandis*. Incompétence, népotisme et corruption règnent en maître depuis si longtemps au sein d'un système politique gangrené par le communautarisme et les quotas qu'il implique entre chrétiens, sunnites, chiites et autres druzes. Là ce sont les partis – tous – qui

tendent de sauver les meubles ou leurs privilèges, parfois de mauvaise grâce comme le Hezbollah, proche de Téhéran et donc de Damas, qui n'hésite pas à dépêcher des volontaires pour faire le coup de poing ou de matraque contre les manifestants qui exigent le remplacement pur et simple de toute la classe politique.

Mouvements pacifiques, sans chef

Les points communs foisonnent entre les révoltes arabes de 2011 et de 2019 – ces « printemps » en hiver et ces étés caniculaires – puisque l'accumulation des injustices et de la corruption, jumelée à la confiscation des libertés charrie un lot de frustration et de ressentiment que la jeunesse, le plus souvent privée d'horizon professionnel à la mesure de ses rêves, transforme en colère puis en insubordination sinon en rébellion. Dans ce paysage chaotique, certains constats frappent l'imagination des observateurs : tous les « printemps » ont commencé par des manifestations de masse parfaitement pacifiques. Cette année, en Algérie, en Irak, au Soudan et au Liban, elles le seront restées de bout en bout, jusqu'à présent.

De même, ces profonds tressaillements populaires n'ont pas donné lieu à l'écllosion de dirigeants qui auraient pu à un moment donné servir de porte-parole aux mouvements de contestation. Au moins, cette situation déconcertante complique la répression, qui n'a pas de têtes bien identifiées à abattre ou à neutraliser : ce sont des pans entiers de la société qui se lèvent de concert contre les régimes en place et qui remettent leur joug en cause. Des régimes, au passage, qui apparaissent totalement déconnectés de leur société gagnée par l'envie d'exister et chez qui émerge le citoyen comme acteur politique enfin sorti de ses sempiternelles assignations identitaires ou confessionnelles.

Les islamistes hors du coup

Et puis, ô surprise, les islamistes, pour-

tant partie prenante de ces sociétés arabes en ébullition – leurs scores électoraux flatteurs en attestent quand des scrutins libres se déroulent – paraissent complètement hors du coup : ils n'ont lancé aucun « printemps » arabe, même s'ils n'ont pas toujours non plus ensuite raté le train, surtout en Tunisie ou en Égypte (où la contre-révolution orchestrée à Riyad et surtout à Abou Dhabi a fini par les abattre). De là à dire que l'islam politique, même s'il reste légitime en terre arabe, a trouvé ses limites, il n'y a qu'un pas... Coïncidence ou non, dans la jeunesse devenue fer de lance de cette vibrante contestation, on aperçoit souvent du premier au dernier rang une imposante composante féminine, voilée ou non, qui convoque ainsi une joyeuse mixité. Celle-ci devra encore, certes, forcer bien des portes dans ces sociétés encore très traditionnelles.

Qui dit jeunesse dit aspiration à la modernité. Les réseaux sociaux, comme moyens de communication, de sensibilisation et de mobilisation, ont joué leur rôle à plein régime de Casablanca à Bagdad en passant par le Caire ou Beyrouth. Là où ils restent les plus contrôlés, dans les pétromonarchies du Golfe, par exemple, vivent les sociétés les plus pusillanimes, aux prises avec des régimes – des familles royales – qui règnent encore par l'épée. Les « printemps » y demeurent chimériques, mais pour combien de temps ? Les ressorts des frustrations d'un jeune Libanais, d'une Égyptienne ou d'un Saoudien se ressemblent tant...

Dira-t-on un mot, pour finir ce tour d'horizon, des Palestiniens ? Leur cause a souvent été brandie à peu de frais et pendant des décennies par ces régimes arabes en quête de légitimité. Ils n'y ont rien gagné. Sous la botte de l'occupant israélien moins que jamais déterminé à s'en aller, soumis dans leurs lambeaux de territoire à des « autorités » laïques (le Fatah à Ramallah) ou religieuses (le Hamas à Gaza) qui ne tolèrent aucune contradiction, ils disparaissent peu à peu des radars. Sauf que les jeunes arabes proclament encore çà et là leur solidarité fraternelle de manière spontanée.



sans dirigeants reconnus. D'immenses manifestations bihebdomadaires allaient rythmer la vie des agglomérations du pays, pour réclamer le départ de tout le personnel politique et des parrains en uniformes. Las, si deux élections présidentielles allaient être annulées en avril